

Après plusieurs [chancelleries occidentales, dont la France et le Canada](#), voici venu le tour de l'Ambassadeur de l'Union Européenne au Cameroun, de demander la libération de Rebecca Enonchong, femme d'affaires camerounaise, placée en garde à vue [depuis 72 heures à la légion de gendarmerie de Douala](#).

Le diplomate belge, Philippe Van Damme, Ambassadeur de l'Union Européenne au Cameroun, dénonce notamment le non-respect structurel du principe d'habeas corpus inscrit dans la constitution, pouvant impacter désastreusement sur l'image internationale du Cameroun et son climat d'investissement.

«Leçons tirées jusqu'à présent du cas @africatechie : 1. Riche ou pauvre, la perception a créé une arrestation arbitraire toujours possible ; 2. Non-respect structurel du principe d'habeas corpus inscrit dans la #constitution ; 3. Impact désastreux sur l'image internationale du #Cameroun & son climat d'investissement », tweet ce vendredi 13 août Van Damme.

Lessons learned so far from [@africatechie](#) case:

1. Rich or poor, perception created arbitrary arrest always possible;
2. Structural non-respect of habeas corpus principle enshrined in [#constitution](#);
3. Disastrous impact on international image [#Cameroun](#) & its investment climate.

— Philippe Van Damme (@P_VanDamme_EU) [August 13, 2021](#)
